



Un partenariat pour renforcer la résilience des communautés vulnérables du Sahel

Dakar / Ouagadougou, 22 juin 2015: Le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) et des agences des Nations Unies ont signé aujourd'hui un accord de partenariat stratégique pour renforcer la résilience des communautés de Sahel qui font face à l'insécurité et la malnutrition.

La région africaine du Sahel compte des communautés parmi les plus pauvres du monde. Les familles sont confrontées à des crises alimentaires et nutritionnelles chroniques qui sont exacerbées par les effets du changement climatique, les catastrophes naturelles récurrentes et par l'impact des conflits violents – notamment les déplacements de population. Les niveaux de vulnérabilité demeurent inacceptables. Depuis 2012, en moyenne 20 millions de personnes sont en insécurité alimentaire chaque année et plus de cinq millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë.

« Les familles sont plus vulnérables aujourd'hui qu'elles ne l'étaient il y a vingt ans. Elles sont de moins en moins en mesure de faire à des chocs climatiques plus fréquents et plus intenses », a déclaré Robert Piper, le Sous-Secrétaire général des Nations Unies et Coordonnateur Régional humanitaire pour le Sahel qui a signé l'accord au nom des Nations Unies. « Ce partenariat nous permettra d'approfondir notre compréhension de ce qui fait que les risques deviennent des catastrophes, et de mieux cerner ceux qui sont les moins équipés pour faire face à ces chocs. C'est une étape indispensable si nous voulons coopérer avec les acteurs du développement et les gouvernements de la région pour répondre durablement aux causes structurelles qui génèrent les urgences chroniques du Sahel ».

Le plan de travail conjoint ONU / CILSS pour 2015-2016 définit six domaines prioritaires visant à renforcer la capacité des familles à faire face aux chocs climatiques et aux catastrophes, qu'elles soient d'origine naturelle ou humaine. La création d'une « plate-forme de mesure de la résilience », dédiée à l'analyse de vulnérabilité des communautés et leur capacité à résister aux chocs, est au cœur du partenariat. Parmi les autres domaines de coopération, on note aussi le développement de politiques en soutien à la résilience des populations pastorales, le soutien à Alliance globale pour la résilience (AGIR), la réduction des risques de catastrophes, la surveillance et la gouvernance des ressources naturelles; ainsi que le développement de nouvelles technologies de communication pour une analyse et une information dynamique et en temps réels des marchés.

« La valeur ajoutée d'un tel partenariat régional, c'est de créer des synergies qui vont décupler l'efficacité de nos activités pour renforcer le développement socio-économique des pays du Sahel » a noté Djimé Adoum, le Secrétaire Exécutif du CILSS et signataire de l'accord.

Le partenariat avec le CILSS s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS) dédiée à répondre aux défis liés à la sécurité et au développement de la région à travers une coopération régionale et interinstitutionnelle, en particulier dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, du développement et des droits humains. Les agences des Nations Unies impliquées dans le partenariat comprennent l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme Alimentaire Mondial (PAM), Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA). Créé en 1973, Le mandat du CILSS est de s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et dans la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification, pour un nouvel équilibre écologique au Sahel. Il est actuellement composé de 13 Etats membres, dont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Contact presse:

*Abdoulkarim Dankoulou, CILSS, Chargé de communication, dankoulou.abdoulkarim@cilss.bf,
+226 503 741 25/26 or + 226 75 05 37 77 (Ouagadougou)*

Bérénice Van Den Driessche, OCHA, vandendriessche@un.org, +221 77 333 91 95 (Dakar)



Pour plus d'information sur les activités du CILSS: <http://www.cilss.bf> ou Twitter @CILSSinfos
Pour plus d'information sur les activités de OCHA : <http://www.unocha.org/rowca> ou Twitter @OCHAROWCA